

## CH\_VB 92.057-39 vom 25. August 1992

Bundesverwaltung, 1992-08-25, DE

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ch\\_vb\\_92.057-39](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ch_vb_92.057-39)

FR: CH\_VB 92.057-39 du 25 août 1992

IT: CH\_VB 92.057-39 del 25 agosto 1992

### Volltext

Eurolex Radio et télévision 658 25 août 1992 Art. 25 Antrag der Kommission Abs. 1-3 Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates Abs. 4 (neu) Die Bestimmungen dieses Beschlusses finden auf den Zu- gang zum Beruf des Strassentransportunternehmers im Gü- terverkehr erst ab dem 1. Januar 1995 Anwendung. Art. 25 Proposition de la commission Al. 1-3 Adhérer au projet du Conseil fédéral Al. 4 (nouveau) Les dispositions de cet arrêté ne sont applicables à l'accès à la profession de transporteur de marchandises par route qu'à partir du premier janvier 1995. Piller, Berichterstatter: Hier schlägt die Kommission einen Ab- satz 4 (neu) vor. Warum dieser Antrag? Im EWR-Vertrag ist in diesem Bereiche ausdrücklich eine Uebergangsfrist vorgesehen. Das gibt uns die Möglichkeit, diese Anpassung erst auf den 1. Januar 1995 vorzunehmen. Ihre Kommission ist der Meinung, dass wir diese Frist, wie sie im EWR-Vertrag vorgesehen ist, auch ausschöpfen sollten. Aus diesem Grunde schlagen wir Ihnen diese Abänderung vor, und zwar ebenfalls einstimmig. Ich bitte Sie, hier zuzustimmen. Bundesrat Ogi: Zuhanden der Materialien möchte ich doch festhalten, dass bei der Richtlinie Nr. 74/561, die den Berufszu- gang zum Güterverkehr regelt, die Schweiz einen Verhand- lungserfolg verbuchen konnte. Es konnte eine Uebergangs- frist von zwei Jahren ausbedungen werden. Das bedeutet, dass die Richtlinie in der Schweiz erst auf den 1. Januar 1995 zur Anwendung kommen muss. Demgegenüber ist die Richtlinie Nr. 74/562, welche die Be- rufszulassung im Personenverkehr zum Gegenstand hat, auf Beginn des EWR in Kraft zu setzen. Angenommen -Adopté Gesamtabstimmung - Vote sur l'ensemble Für Annahme des Entwurfes 31 Stimmen Dagegen 1 Stimme An den Nationalrat-Au Conseil national #ST# 92.057-39 EWR. Anpassung des Bundesrechts (Eurolex) Bundesgesetz über Radio und Fernsehen. Aenderung EEE. Adaptation du droit fédéral (Eurolex) Loi fédérale sur la radio et la télévision. Modification Botschaft II und Beschlussentwurf vom 15. Juni 1992 (BBIV520) Message II et projet d'arrêté du 15 juinl 992 (FF V 506) Antrag der Kommission Eintreten Proposition de la commission Entrer en matière M. Fliickiger, rapporteur: Votre commission a examiné, le 18 août, le projet d'arrêté fédéral portant sur la modification de la loi sur la radio et la télévision. L'arrêté fédéral proposé ne modifie la loi que sur quelques points. En fait, il s'agit plutôt d'adaptations formelles sans incidences majeures sur le fond. Dès lors, on peut dire que les changements à la LRTV propo- sée par le Conseil fédéral ont été limités au strict nécessaire exigé par l'adéquation de notre législation aux droits de l'Es- pace économique européen. En effet, la loi fédérale du 21 juin 1991 sur la radio et la télévision est d'ores et déjà eurocompati- ble. Cela tient au fait qu'elle est récente et qu'à partir de son élaboration déjà on a tenu compte des normes européennes en la matière. Lors de la mise en discussion du projet, les com- missions des deux Chambres ont eu le souci constant de la conformité de la loi avec la Convention du Conseil de l'Europe sur la télévision transfrontières, ratifiée par la Suisse précisé- ment en 1991 et donc directement applicable dans notre pays. Dès lors, je le répète, les modifications proposées n'affectent pas

le fond des dispositions de la loi. Les articles 11, 26, 31 et 35 modifiés règlent la question des partenaires étrangers, ressortissants d'un Etat de l'Espace économique européen, d'une radio ou d'une télévision concessionnée en Suisse. Par ailleurs, il s'agit de mettre sur un pied d'égalité les productions suisses et celles de nos partenaires de l'EEE. Ainsi, aux articles 26 et 31 de la loi, on a ajouté la référence aux productions européennes. Il faut relever que l'on parle de productions européennes et non de productions réalisées dans l'Espace économique européen. Le motif est évident: on tient compte de l'espace culturel européen à la dimension du continent. Le libellé adopté est d'ailleurs identique à celui de la directive de la Communauté européenne qui se réfère aux productions européennes et non à celles de la seule Communauté. A l'article 26, alinéa 3, votre commission vous propose une modification d'ordre rédactionnel pour mieux mettre en exergue les productions audiovisuelles suisses sans toutefois préteriter celles d'origine européenne, donc sans s'inscrire en faux par rapport à l'égalité qui doit régner entre les productions des pays de l'EEE. Dans la définition de l'offre de base de programmes, il y a lieu de réaliser une équivalence d'offre entre les programmes suisses et ceux de l'EEE émis par voie terrestre. Là où fonctionnent des réseaux câblés, ces programmes doivent être retransmis par câble. Concernant la retransmission, étant donné que le principe vise à une libre circulation des programmes, les restrictions doivent être limitées au minimum. L'adaptation de l'article 48 de la LRTV va dans ce sens. Telles sont les modifications nécessaires pour que la loi sur la radio et la télévision soit entièrement compatible avec l'accord EEE. Votre commission a adhéré au projet d'arrêté par 6 voix contre zéro, quelques collègues s'étant abstenus. Par conséquent, la commission vous invite à approuver l'arrêté portant modification de la LRTV. Bundesrat Ogi: Im Bereich von Radio und Fernsehen sind, wie Herr Flückiger zum Ausdruck gebracht hat, keine wesentlichen Änderungen für das schweizerische Recht nötig. Dies aus dem einfachen Grunde: Das Radio- und Fernsehgesetz ist neu und wurde von vornherein dem EWR-Recht angepasst. Es ist mit dem EWR-Recht kompatibel. Anpassungen sind dort nötig, wo eine Diskriminierung von EWR-Angehörigen vermieden werden muss, das heisst: wo bisher nur Schweizer Zutritt zum Markt hatten, haben in Zukunft alle Personen aus EWR-Mitgliedstaaten Zutritt. Das heisst auch: Die bisherige Beschränkung auf «schweizerisch» wird auf «Mitgliedstaaten des Europäischen Wirtschaftsraumes» ausgedehnt. Die internationalen Spielregeln im EWR-Bereich bestimmt die Fernsehkonvention des Europarates. Ich rufe Ihnen nochmals in Erinnerung, dass die Schweiz diese Konvention am 9. Oktober 1991 ratifiziert hat. Sie muss nicht abgeändert werden, da sie mit dem EG-Recht übereinstimmt. Ich empfehle deshalb, auf die Vorlage einzutreten und der vorgeschlagenen Änderung des Radio- und Fernsehgesetzes zuzustimmen, wie dies Ihre Kommission bereits getan hat. Der

25. August 1992 659 Eurolex. Niederlassung der EWR-Staatsangehörigen Bundesrat ist auch bereit, den Abänderungsvorschlag Ihrer Kommission zu akzeptieren. Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen. Le conseil décide sans opposition d'entrer en matière. Detailberatung - Discussion par articles. Titel und Ingress, Ziff. 1 Ingress, Art. 11 Abs. 1 Bst. b Antrag der Kommission Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates. Titre et préambule, eh. 1 préambule, art. 11 al. 1 let. b Proposition de la commission Adhérer au projet du Conseil fédéral. Angenommen - Adopté. Art. 26 Abs. 3 Antrag der Kommission In ihren Fernsehprogrammen berücksichtigt die SRG neben der schweizerischen auch die europäische audiovisuelle Produktion. Art. 26 al. 3 Proposition de la commission Dans ses programmes de télévision, la SSR tient compte de la production audiovisuelle suisse ainsi que de la production européenne. M. Flückiger, rapporteur: Nous avons donc sous les

yeux les deux versions de l'article 26, alinéa 3, celle du Conseil fédéral dont voici la teneur: «Dans ses programmes de télévision, la SSR tient compte de la production audiovisuelle suisse et européenne», et celle de votre commission, à savoir: «Dans ses programmes de télévision, la SSR tient compte de la production audiovisuelle suisse ainsi que de la production européenne.» Comme je l'ai relevé tout à l'heure, il s'agit plutôt d'une modification d'ordre rédactionnel, en réalité, qui met quelque peu la prééminence sur les programmes suisses, sans toucher toutefois au principe de réciprocité qui doit régner par rapport au droit sur l'Espace économique européen. Nous sommes donc en parfaite adéquation avec ce droit si nous adoptons la proposition de la commission. Angenommen - Adopté Art. 31 Abs. 2 Bst. c; 35 Abs. 1 Bst. a; 42 Abs. 1 Bst. a, c, Abs. 2,3; 47; 48; Ziff. II Antrag der Kommission Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates Art. 31 al. 2 let. c; 35 al. 1 let. a; 42 al. 1 let. a, c, al. 2,3; 47; 48; eh. II Proposition de la commission Adhérer au projet du Conseil fédéral Angenommen - Adopté Gesamtabstimmung - Vote sur l'ensemble Für Annahme des Entwurfes 36 Stimmen (Einstimmigkeit) An den Nationalrat - Au Conseil national #ST# 92.057-20 EWR. Anpassung des Bundesrechts (Eurolex) Aufenthalt und Niederlassung der Staatsangehörigen von Staaten des Europäischen Wirtschaftsraums. Bundesbeschluss EEE. Adaptation du droit fédéral (Eurolex) Séjour et établissement des ressortissants des autres Etats de l'Espace économique européen. Arrêté fédéral Botschaft I und Beschlussentwurf vom 27. Mai 1992 (BBIV1) Message I et projet d'arrêté du 27 mai 1992 (FF V1 ) Antrag der Kommission Eintreten Proposition de la commission Entrer en matière Rhinow, Berichterstatter: Im Teil III des EWR-Abkommens werden die Grundsätze und Ansprüche des freien Personenverkehrs innerhalb des EWR geregelt. Grundgedanke der Freizügigkeit der Arbeitnehmer und der Niederlassungs- und Dienstleistungsfreiheit der Selbständigerwerbenden ist folgender: Erwerbstätigen soll die freie, d. h. die von der Staatsangehörigkeit unabhängige Standortwahl für die Ausübung ihrer Tätigkeit ermöglicht werden, um die Mobilität des Produktionsfaktors Arbeit nicht zu behindern. Daneben sollen unter begrenzten Voraussetzungen auch Nichterwerbstätigen Freizügigkeitsrechte eingeräumt werden. Damit der freie Personenverkehr realisiert werden kann, müssen auch Hindernisse im Bereich der sozialen Sicherheit beseitigt und Diplome und andere Befähigungsnachweise gegenseitig anerkannt werden. Die erforderlichen Anpassungen beschlagen teils Bundesrecht, teils kantonales Recht und fallen nicht in den Zuständigkeitsbereich der Staatspolitischen Kommission. Die Freizügigkeitsrechte der Arbeitnehmer nach Artikel 28 des EWR-Abkommens und nach Anhang V umfassen das Gebot der Inländergleichbehandlung sowie verschiedene Begleitrechte. Das Gleichbehandlungsgebot verlangt die Abschaffung jeder auf der Staatsangehörigkeit beruhenden unterschiedlichen Behandlung der Arbeitnehmer der EG-Mitgliedstaaten und der Efta-Staaten in bezug auf die Beschäftigung, die Entlohnung und sonstige Arbeitsbedingungen. Dieses Gebot entfaltet auch eine sogenannte Drittwirkung, es gilt also auch für private Arbeitgeber. Als Begleitrechte erwähnt das EWR-Abkommen das Recht auf Zugang zu einer Beschäftigung sowie Reise-, Aufenthalts- und Verbleiberechte. Hinzu kommen Rechte von Familienangehörigen, deren Stellung von derjenigen des Arbeitnehmers abgeleitet ist, sowie gewisse Ansprüche auf Ausbildung. Das Freizügigkeitsrecht gilt freilich nicht unbeschränkt Einmal besteht ausdrücklich ein sogenannter Ordre-public-Vorbehalt Beschränkungen bleiben möglich aus Gründen der öffentlichen Ordnung, Sicherheit und Gesundheit - so Artikel 28 Absatz 3 des Abkommens. Zudem bleibt die Beschäftigung in hoheitlichen Funktionen der einzelnen EWR-Staaten ausgeklammert Während sich das Freizügigkeitsrecht auf die Arbeitnehmer

bezieht, regelt die Niederlassungsfreiheit die Freizügigkeit der Selbständigen, während die Dienstleistungsfreiheit die Freiheit des Dienstleistungsverkehrs im Sinne der vorübergehenden Ausübung einer selbständigen Erwerbstätigkeit außerhalb des Heimatstaates gewährleistet. Als Dienstleistungen gelten dabei insbesondere gewerbliche, kaufmännische, handwerkliche und freiberufliche Tätigkeiten.

Schweizerisches Bundesarchiv, Digitale Amtsdrukschriften Archives fédérales suisses, Publications officielles numérisées Archivio federale svizzero, Pubblicazioni ufficiali digitali EWR. Anpassung des Bundesrechts (Eurolex) Bundesgesetz über Radio und Fernsehen. Aenderung EEE. Adaptation du droit fédéral (Eurolex) Loi fédérale sur la radio et la télévision. Modification In Amtliches Bulletin der Bundesversammlung Dans Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale In Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale Jahr 1992 Année Anno Band IV Volume Volume Session Augustsession Session Session d'août Sessione Sessione di agosto Rat Ständerat Conseil Conseil des Etats Consiglio Consiglio degli Stati Sitzung 02 Séance Seduta Geschäftsnummer 92.057-39 Numéro d'objet Numero dell'oggetto Datum 25.08.1992 - 08:00 Date Data Seite 658-659 Page Pagina Ref. No 20 021 536 Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung. Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale. Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.